Zeitschrift: Annales fribourgeoises
Herausgeber: Société d'histoire du canton de Fribourg
Band: 59 (1990-1991)

Artikel: Les fribourgeois devant le communisme dans les années 1945-1955
Autor: Purro, Jean-Marc
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-818137

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LES FRIBOURGEOIS DEVANT LE COMMUNISME DANS LES ANNÉES 1945 - 1955

JEAN-MARC PURRO

1. Le climat politique et social en Suisse à la fin de la guerre

Au sortir de la guerre, la Suisse, à l'instar des autres pays, s'interroge. Elle s'interroge sur le drame qui vient de prendre fin et perçoit confusément que celui-ci ne manquera pas d'influencer l'avenir. Chacun est plus ou moins conscient que, désormais, le sort du pays se joue en partie à l'extérieur des frontières nationales. Cette réalité s'imposera de plus en plus avec l'éclatement et le développement de la «guerre froide». Ce questionnement, pour autant, ne va pas déboucher sur une remise en cause fondamentale et générale des bases et des orientations traditionnelles de la société et de la politique de la Suisse, sauf du côté communiste.

Sur le plan intérieur, la situation diffère totalement de celle qui prévalait en 1918. En 1945, aucun fossé culturel ne sépare les Romands des Alémaniques. Quant à la situation économique, compte tenu des circonstances, elle est plutôt bonne. Toutefois, quelques grands dossiers sont ouverts qui vont occuper les milieux politiques et l'opinion pendant plusieurs années: l'AVS, la réforme des finances de la Confédération, ici ou là quelques revendications salariales.

C'est dans ce contexte fait d'incertitudes, mais pas encore d'inquiétude, que va poindre ce que les contemporains appelleront le «malaise suisse». Il est alimenté par diverses affaires qui éclatent à la fin de la guerre: celle des faux affidavits, celle des «fortins de sable», le scandale des vins. Pour beaucoup d'observateurs de l'époque, ce malaise est l'expression d'un profond besoin de changement, notamment sur le plan social[1]. Les autorités politiques en sont conscientes ainsi qu'en témoigne le message adressé par le Conseil d'Etat vaudois à ses administrés à l'occasion du Jeûne fédéral de 1945:

«(...) à cette heure où le péril semble disparaître, un autre péril, plus grand peut-être, se présente: celui de sortir de l'épreuve tels que nous y sommes entrés, celui de n'avoir rien appris ni rien oublié, celui de porter, pour notre part, et pour le malheur commun, dans notre égoïsme et notre orgueil, ce qui constitue à jamais des ferments de guerre».

---

[1] Ainsi Pierre Béguin dans la *Gazette de Lausanne*.

Ce besoin de changement, toutefois, ne parvient pas vraiment à s'exprimer et encore moins à se concrétiser sur le plan politique, sauf chez les socialistes[2] et, en ce qui concerne les partis bourgeois, dans les rangs des mouvements de jeunesse (Jeunes conservateurs, Jeunes radicaux) ainsi que chez les chrétiens-sociaux.

Finalement, la prospérité économique et la tension internationale renverront aux calendes grecques l'étude des questions que d'aucuns se posaient sur la définition d'un nouvel ordre social[3].

En politique étrangère, la Suisse doit refaire sa place parmi les nations, briser l'isolement dans lequel elle se trouve en réglant, avec les vainqueurs de l'Allemagne, les problèmes soulevés par son commerce avec le IIIe Reich et la présence de fonds allemands dans ses banques. Elle doit aussi résoudre un contentieux vieux de trente ans, celui qui a trait à ses relations avec l'URSS[4].

Sur cette toile de fond, dans le but de mettre, d'une certaine manière, la Suisse au diapason du monde nouveau qui s'édifiait, le chef du Département politique fédéral[5] définissait un nouveau concept de politique extérieure, celui de «neutralité et solidarité». Cette volonté officiellement affichée d'engager plus directement le pays dans le monde nouveau qui se construisait se concrétisa notamment par une participation financière aux efforts déployés, dans le cadre de l'OCDE et de l'UEP, pour le redressement de l'Europe.

2. Le retour des communistes sur la scène politique

A la fin de la guerre, les communistes, en Suisse comme dans l'ensemble de l'Europe occidentale, étaient certains qu'un raz de marée «progressiste» généralisé les porterait au pouvoir. Les causes de cet optimisme étaient multiples: en raison de sa participation à la victoire sur le nazisme, l'URSS jouissait, en 1945, d'un prestige considérable bien au-delà des cercles strictement communistes; le nombre impressionnant des victimes soviétiques du nazisme conférait au pays l'auréole du martyr; cette espèce d'état de grâce dont bénéficiait l'URSS profitait directement aux partis communistes d'autant plus que dans le même temps les opinions publiques aspiraient à un changement. Dans notre pays, les espoirs de l'extrême-gauche se concrétisèrent de diverses manières. Dès 1944, le PdT fonda des sections dans presque tous les cantons,

---

[2]Les socialistes publièrent, en 1943 déjà, leur programme pour l'après-guerre («La Suisse nouvelle») fortement marqué par un marxisme doctrinaire.

[3]C'est le sentiment éprouvé par Georges Duplain en 1956 (cf. «Dix ans après», in *Die Schweiz, ein nationales Jahrbuch).*

[4]Peu avant la fin de la guerre, Marcel Pilet-Golaz avait entrepris des démarches auprès de l'URSS afin d'ouvrir des négociations en vue de rétablir des relations diplomatiques entre les deux pays. La réponse négative de Staline poussa le conseiller fédéral à démissionner. Il fut remplacé par M. Max Petitpierre.

[5]C'était ainsi qu'on désignait, à l'époque, le Département fédéral des Affaires étrangères.

y compris en Appenzell. Pour la plupart, ces sections connurent une existence éphémère et elles eurent une consistance squelettique. Dans certains cantons, pourtant, les résultats électoraux semblaient donner raison aux dirigeants du parti qui annonçaient l'avènement prochain du «Grand Soir». Le tableau suivant donne un aperçu des succès électoraux remportés par le PdT et le POP en 1945:

DATE	CANTON/SCRUTIN	SIÈGES au PdT/POP	Total
mars	Vaud/Grand Conseil	42	217
avril	Neuchâtel/Grand Conseil	14	110
novembre	Genève/Grand Conseil	36	100
novembre	Lausanne/Conseil communal	39	92[6]

La certitude de l'emporter dans les luttes politiques en raison d'une adhésion populaire massive à la ligne du parti incita ce dernier à adopter une tactique agressive à l'égard des autorités en place et à lancer des propositions ou à formuler des exigences, sur le plan social et économique, très audacieuses. Dans les colonnes de la *Voix ouvrière* ou dans les tracts distribués à l'occasion des élections ou lors des manifestations du 1er mai, les communistes suisses dénonçaient la politique «philofasciste» du Conseil fédéral, exigeaient le renouvellement immédiat des Chambres et, partant, du gouvernement, demandaient la nationalisation des banques et l'institution d'une AVS «généreuse»...

3. Le canton de Fribourg face au PdT

Pour comprendre l'attitude du canton de Fribourg en face du communisme, il faut se rappeler le profil qui était le sien à cette époque.

Sur le plan économique, le canton repose encore sur une base agricole et «exporte» une part importante de ses forces vives.

Sur le plan moral et culturel, le catholicisme marque profondément la société.

Quant à la vie politique, elle est marquée par la domination conservatrice qui accorde une modeste place aux radicaux et un strapontin au parti socialiste[7].

---

[6]En raison d'une alliance entre le PS et le POP, la gauche devint majoritaire au Conseil communal et dirigea, de ce fait, la Municipalité jusqu'en 1949.

[7]La composition du Grand Conseil évolua de la manière suivante entre 1941 et 1956:

	1941	*1946*	*1951*	*1956*
conservateurs	87	79	80	77
radicaux	28	32	36	30
socialistes	—	13	6	9
agrariens	3	3	9	15
	118	127	131	131

Enfin, et ce n'est pas un facteur de moindre importance, un seul quotidien de langue française véhicule la pensée dominante et sert de soutien complémentaire à la majorité au pouvoir.

Ainsi entre les cantons où les communistes rencontrèrent quelques succès et le cas fribourgeois, le contexte est totalement différent. En effet, dans les cantons de Vaud, de Genève et de Neuchâtel, les communistes percent dans des régions ou des villes industrialisées. En outre, dans ces mêmes régions, à une importante diversité des courants politiques s'ajoute une certaine tradition d'opposition de gauche et d'extrême-gauche. Enfin, dans les trois cantons romands mentionnés, le succès du PdT et du POP tient, pour une part non négligeable, à la présence à la tête du parti de fortes personnalités: Léon Nicole et Jean Vincent à Genève, André Muret dans le canton de Vaud, André Corswant à La Chaux-de-Fonds.

Cependant, malgré la situation particulière du canton de Fribourg, d'aucuns envisagèrent sérieusement la constitution d'une section du PdT.

Les ambitions du PdT à Fribourg

Comme dans les autres cantons, le PdT tenta de constituer une section en approchant les responsables du Parti socialiste dans le but de réaliser «l'unité ouvrière». Pendant plusieurs années Nicole multiplia les démarches, mais en vain. Au sein de la direction du PS fribourgeois, Nicole se heurta, jusqu'en 1950, à l'opposition irréductible de Robert Burgel[8]. Ce ne fut qu'au départ de celui-ci que le président du PdT put envisager concrètement la constitution d'une section dans le canton. Selon l'analyse de Léon Nicole, le PdT était en mesure de s'implanter dans le canton, en particulier à Bulle, Broc et La Tour-de-Trême. Nicole se déclarait convaincu, en effet, qu'une place était à prendre sur l'échiquier politique cantonal du fait de la faiblesse du PS. Or, de l'avis de Nicole, cette faiblesse de la gauche tenait exclusivement à son manque de combativité.

Contrairement aux prévisions de Nicole, l'expérience communiste fribourgeoise partit de Fribourg. Au mois de mars 1950, la section socialiste de la ville, à l'initiative de l'un de ses dirigeants — Gabriel Chassot — invita René Houriet[9] et André Muret à donner une conférence. Le succès de la manifestation fut total; la salle louée pour l'occasion — celle du café des Alpes, à l'avenue de la Gare — étant comble. La *VO* s'étonna très franchement du succès rencontré, tandis que *La Liberté* ne rapporta rien

---

[8]Robert Burgel était rédacteur en chef et secrétaire de la Société d'édition du journal *Travail*. Il fut également député au Grand Conseil. En 1950, il quitta Fribourg pour le canton de Neuchâtel.

[9]A la fin de la guerre, René Houriet tenta de constituer des sections du PdT en Valais. Dans le but d'attirer des adhérents, il se dépensa pour soutenir les producteurs agricoles en proie à diverses difficultés.

de l'«événement». A cet égard, G. Chassot remarqua que le silence du quotidien conservateur était un signe indiscutable de la réussite de l'opération. Dès lors, Chassot fut persuadé qu'une section du PdT, à Fribourg et dans le canton, avait des chances de se former et de se développer. La faiblesse du «socialisme officiel» et l'existence de quelques chômeurs le confortèrent dans cette appréciation.

Dans les instances dirigeantes du PdT, le dossier fribourgeois était dans les mains d'André Muret. Contrairement à Nicole et à Chassot, celui-ci se montrait plus réservé quant aux chances réelles de succès du communisme dans le canton. Conseillant la prudence, il préconisait d'abord la création de cercles de discussion afin de déterminer avec certitude les possibilités de constituer une ou plusieurs sections du PdT.

Malgré les mises en garde de Muret, les «communistes» fribourgeois convoquèrent une assemblée constitutive le 23 juin 1950. Les 19 personnes qui s'étaient déplacées formèrent le comité de la section fribourgeoise: Gabriel Chassot fut élu président et Laurent Ruffieux, de La Tour-de-Trême, vice-président.

Le PdT fribourgeois se rangea d'emblée dans la catégorie des sections éphémères. Dès 1952, malgré les appels réitérés de Léon Nicole, à l'adresse des opinions publiques des cantons agricoles, en faveur d'une entente étroite entre travailleurs citadins et campagnards, la section s'essouffla puis disparut, faute de membres.

L'opinion fribourgeoise et le communisme

Quel regard portait le Fribourgeois sur le PdT et, plus généralement, sur le communisme? L'approche de cette problématique par le biais de l'analyse des élections de l'après-guerre ne fournit aucune information déterminante. L'inexistence de l'extrême-gauche sur la scène politique cantonale a fait que les autres partis n'eurent pas à se positionner par rapport à elle. Toutefois, l'étude des scrutins n'est pas totalement dépourvue d'intérêt. On constate, en effet, que les partis bourgeois, à défaut de pouvoir s'attaquer directement aux communistes, décochaient leurs traits acérés contre le parti socialiste que d'aucuns assimilaient volontiers au PdT. Il convient de remarquer que la pratique de l'amalgame n'était pas le seul fait de cantons comme Fribourg et le Valais. A plusieurs reprises cette argumentation fut utilisée par les partis nationaux contre la gauche modérée dans les cantons où le PdT était bien présent.

Alors, pour tenter de cerner le sentiment de l'opinion à l'égard de l'extrême-gauche, il faut utiliser la presse, en l'occurrence *La Liberté*. Il n'y a pas lieu de rouvrir ici le classique débat sur la nature complexe des liens existant entre l'opinion et le journal. Disons simplement que, en raison de la spécificité cantonale évoquée plus haut, *La Liberté* jouait pleinement le rôle de formateur de l'opinion.

Trois événements exemplaires ont été retenus pour prendre le pouls du canton: la levée des interdictions (février 1945), les élections fédérales de l'automne 1947 et le décret du Saint-Office sur les communistes (juillet 1949).

Alors que le parti communiste suisse avait souverainement décidé de réapparaître sur la scène politique nationale quelques mois plus tôt[10], le Conseil fédéral décrétait officiellement la levée des interdictions frappant les formations d'extrême-gauche, au mois de février 1945.

Dans son ensemble, la presse suisse romande accueillit favorablement la décision du Conseil fédéral. La quasi totalité des commentateurs faisait remarquer qu'ainsi «une hypothèque était levée».

La Liberté, pour sa part, se contenta de publier la décision du Conseil fédéral, sans adjonction de commentaire. De la part d'un journal, dont l'hostilité au communisme était notoire, ce mutisme pouvait surprendre. Le silence du quotidien était peut-être le fruit des circonstances. En effet, la mort de Mgr Besson survenue à la fin du mois de février occupa de très nombreuses pages du journal pendant plusieurs jours. Il est permis de penser que cet événement occulta la décision du gouvernement au sujet des communistes.

A titre comparatif, on peut évoquer l'attitude adoptée par un journal dont la ligne de pensée et l'audience présentaient de nombreux points communs avec *La Liberté*, à savoir *Le Nouvelliste valaisan*. Ce journal, comme par ailleurs *La Suisse libérale*, déplorait vivement la décision du Conseil fédéral. Le quotidien valaisan proclamait haut et fort que la levée des interdictions ouvrait la porte «aux démagogues et aux révolutionnaires». Peignant le diable sur la muraille, *Le Nouvelliste valaisan* déclarait s'attendre au déferlement d'une vague d'agitation et d'émeutes prérévolutionnaires dirigées par le PdT.

Les élections fédérales de 1947 — les premières depuis la fin du conflit — avaient valeur de test aussi bien pour les communistes que pour leurs adversaires. Après les succès remportés sur les plans cantonaux et communaux, le PdT semblait convaincu d'une entrée en force au Conseil national. Les partis bourgeois et le PS attendaient pour leur part une confirmation du reflux amorcé par l'extrême-gauche dès 1946 déjà.

Pour l'ensemble de la presse bourgeoise d'opinion, l'enjeu électoral était important: il s'agissait de «choisir entre la défense de l'Occident chrétien et le marxisme totalitaire».

Les journaux catholiques romands — *La Liberté*, *Le Courrier de Genève*, *Le Pays* et *Le Nouvelliste valaisan* — soulignaient, à l'heure où les citoyens étaient appelés à choisir, le caractère dramatique du moment. Ainsi, à la veille du scrutin, *La Liberté* titrait-elle: «Rome ou Moscou? Liberté ou dictature?». René Leyvraz, dans *Le Courrier de Genève*, jouait sur le même registre:

---

[10] Le congrès constitutif du PdT se tint en octobre 1944, à Zurich.

«Songez-y bien, aujourd'hui et demain, vous tous qui disposez d'un bulletin de vote! Si vous n'en usiez pas, sachez-le bien, vous trahiriez le pays, les libertés suisses. Et, plus profondément encore, vous trahiriez la chrétienté directement menacée par cette offensive totalitaire»[11].

Le Pays, quant à lui, usait d'un ton plus tragique encore:
«Si nous ne voulons pas être comptables des affronts faits à Dieu par un régime athée, si nous ne voulons pas que la personne humaine soit réduite au rôle avilissant d'homme-outil; si nous ne voulons pas que, demain, notre Suisse libre et chrétienne se couvre de camps de concentration; si nous ne voulons pas que nos enfants aient à choisir entre le bagne et l'apostasie, nous devons, nous citoyens suisses de 1947, prendre nos responsabilités, les peser à la lumière de nos consciences et ne pas permettre que par lâcheté, opportunisme ou abstentionnisme, triomphent ceux qui font abstraction de la loi du Christ»[12].

De fait, les prises de position de la presse catholique et conservatrice reflétaient l'attitude que le Parti conservateur populaire suisse avait officiellement définie. Toutefois, le ton de l'appel adressé par le Parti aux électeurs apparaissait nettement moins dramatique que celui utilisé par la presse, ainsi qu'en témoigne l'extrait suivant:

«Etes-vous prêts? Cette question est adressée à tout chrétien, aux citoyens chrétiens de notre pays, à chacun de nous.

Des conceptions idéologiques contraires divisent l'Europe en deux fronts, encore plus tranchés que les blocs politiques. D'un côté, un assaut sans précédent du bolchévisme communiste; de l'autre côté, le chritianisme qui a déjà fait la grandeur de l'Europe et qui seul peut à nouveau restaurer les peuples et les Etats. Jamais les fronts ne se sont opposés aussi brutalement, jamais encore la séparation ne fut aussi claire: bolchévisme ou christianisme.

Notre pays est aussi entraîné dans ce combat. Lui aussi doit se ranger par le vote de ses citoyens de l'un ou de l'autre côté. Pas de compromis, mais une affirmation. Pas d'hésitation, mais une décision. Oui, nous aussi, Confédérés, nous sommes prêts. Cette affirmation, nous la donnerons en ce dernier dimanche d'octobre»[13].

Dans la presse libérale et radicale, si le ton était également grave, on ne jugeait pas pour autant que l'avenir, la survie du pays étaient véritablement en jeu. Toutefois, les commentateurs soulignaient quand même que deux conceptions du monde et de la société se faisaient face.

---

[11]«Epreuve de force», 25.X.1947.
[12]«Ce grand devoir», R.B., 25.X.1947.
[13]«Appel du parti conservateur suisse», in *La Liberté* du 25.X.1947.

La virulence du discours anticommuniste de la presse catholique, en particulier en Valais et à Fribourg, s'explique aussi par le fait que, dans ces cantons, le parti conservateur et l'Eglise étaient en lutte contre le socialisme. Dès lors, dans le but de contenir la poussée, même limitée, de la gauche démocratique, on procédait, comme nous l'avons déjà fait remarquer, par amalgame. Ainsi, à la veille de l'ouverture du scrutin, Pierre Barras mettait une fois de plus en évidence la filiation indéniable entre le socialisme et le communisme:
«Pour le socialisme, l'homme reste essentiellement une partie d'un grand tout: la société. (...) Il n'est qu'un individu périssable dont rien ne subsiste en dehors de ce monde qui doit lui assurer sa sécurité, et ce monde doit l'absorber tout entier. C'est le socialisme qui a donné naissance au totalitarisme communiste et indirectement à tous les totalitarismes. N'oublions pas que Mussolini était un intellectuel socialiste. Comme Hitler, il a puisé dans le socialisme toute une partie de sa doctrine. Lorsque les partis socialistes proclament chez nous qu'ils veulent construire un monde socialiste, ils cherchent en réalité à accaparer toute l'activité de l'homme au profit exclusif de ses semblables enfermés dans un tout: la société, l'Etat»[14].

Au lendemain des élections, les milieux bourgeois, de même que les socialistes, ne dissimulaient pas leur satisfaction au vu des résultats. Si les communistes réussissaient à réintégrer le Conseil national[15], ils ne provoquaient aucune «vague rouge». Le PdT, pour sa part, criait victoire, quand bien même la percée qu'il avait réalisée se situait en-deçà des prévisions qu'il avait publiquement formulées. Sept députés communistes entraient au Parlement et formaient un groupe parlementaire[16].

Le dernier «coup de sonde» se situe en pleine Guerre froide. Le 1er juillet 1949, le Saint-Office publiait un décret frappant d'excommunication les communistes et les catholiques qui, d'une manière ou d'une autre, soutenaient sciemment la cause communiste. La condamnation du Vatican fit grand bruit. Rome présenta sa décision comme un moyen pour assurer «la défense de la chrétienté».

La perspective dans laquelle la hiérarchie catholique situait le décret engendra un vaste débat dans la presse. Dans la presse socialiste et d'information, ainsi que dans certains milieux réformés on s'interrogeait sur le sens qu'il convenait de donner au terme de «chrétienté». Fallait-il entendre par là l'Occident et son système de valeurs morales? Ou bien fallait-il comprendre l'Occident en tant qu'entité culturelle et géographique et donc politique?

---

[14]«L'heure de l'engagement», 25.X.1947.

[15]Le 27 mai 1941, le Conseil fédéral avait prononcé la dissolution de la Fédération socialiste suisse qui avait, en quelque sorte, repris le flambeau du Parti communiste suisse interdit quelques mois plus tôt. Le 12 juin 1941, les députés de la FSS au Conseil national (Dicker, Gloor, Masson et Léon Nicole) étaient exclus par leurs pairs.

[16]Le groupe du PdT était constitué des députés suivants: Jean Vincent et Léon Nicole (GE), Maurice Jeanneret, André Muret et Adrien Miéville (VD), Edgar Woog (ZH) et Karl Miville (BS).

Cela étant, face au décret, les journaux catholiques romands adoptèrent une position identique: la mesure était essentiellement religieuse. En outre, se référant aux multiples difficultés et persécutions auxquelles l'Eglise était soumise dans les pays de l'Est européen, les quotidiens catholiques qualifiaient la disposition romaine de mesure de «légitime défense».

A l'instar des autres organes catholiques, *La Liberté* monta aux créneaux pour défendre la citadelle chrétienne assiégée. Pour le journal fribourgeois, comme du reste pour les autres quotidiens d'orientation identique, défendre la chrétienté signifiait défendre à la fois l'Eglise et l'Occident en tant que tels. En tenant ce discours, ces journaux ne faisaient, en fait, que reprendre les propos des évêques suisses:
«... le communisme athée dont la menace pèse comme un cauchemar sur le monde civilisé, le communisme athée dont la victoire transformerait la terre en un vaste camp de concentration, le communisme athée avec lequel un chrétien, et plus particulièrement un catholique, après la grave condamnation du Saint-Office, ne peut envisager aucun compromis ni admettre aucune collaboration.

... Entre le christianisme et le communisme athée est engagé le grand combat des temps modernes: et c'est pourquoi, si nous avons toujours loué et recommandé la paix confessionnelle dont jouit notre patrie, (...), nous insistons aujourd'hui pour que cette concorde soit sans fêlure devant l'ennemi commun qui est l'ennemi du Christ. Il ne doit pas y avoir de brèches dans le front chrétien»[17].

Sans entrer dans le détail, il importe de préciser que cette lecture des événements et cet appel de l'Eglise romaine à réaliser un «front commun» contre le communisme ne faisaient pas l'unanimité. Du côté socialiste et dans certains cercles réformés, on rejetait cette main-tendue en considérant que le face à face entre le communisme et l'Eglise catholique — laquelle usurpait, selon ces mêmes milieux, le rôle de défenseur de l'Occident — n'était que l'expression de l'affrontement entre deux impérialismes: celui de Moscou et celui du Vatican.

4. Fribourg face au communisme : une attitude spécifique?

La position du canton de Fribourg par rapport au PdT et au communisme en général présente-t-elle un caractère spécifique ou se situe-t-elle, au contraire, dans une norme commune à l'ensemble de la Suisse romande?

Bien que sommaire, la communication qui précède permet de dégager des lignes de force.

Sur le fond, rien ne distingue Fribourg des autres cantons romands. L'opinion de ce canton se montre très largement hostile au communisme et elle réagit aux événe-

---

[17] *Lettre pastorale publiée par les évêques suisses à l'occasion du Jeûne fédéral de 1949.*

ments jalonnant la décennie 1945-1955 de la même manière que partout ailleurs, c'est-à-dire en exprimant un sentiment de rejet à l'égard de cette forme nouvelle de totalitarisme.

Pourtant, il existe bien une particularité et elle se situe dans la forme ou, en d'autres termes, dans le ton de cet anticommunisme. L'anticommunisme, tel qu'il apparaît dans les colonnes de *La Liberté*, par exemple, est virulent, sans nuances, total. Mais cette attitude extrêmement dure n'est pas spécifiquement fribourgeoise. Elle résulte d'une situation économique, sociale, politique et culturelle propre à une région où le catholicisme et son expression politique — le parti conservateur — dominent fortement. Voilà qui explique la similitude des réactions à Fribourg, dans le Jura bernois et en Valais (quand bien même le cas valaisan n'est pas complètement identifiable aux deux autres). Dans ces trois régions, l'hostilité au communisme est aussi une manière de refouler le socialisme qui tente, au sortir de la guerre, de prendre d'assaut une citadelle conservatrice.